Témoignages

Edgar Morin : *« La résurrection de la conscience de l'appartenance collective est capitale »*

L'une des grandes questions de l'Europe est celle de la correspondance entre l'éthique personnelle et les valeurs collectives fondamentales pour le vivre ensemble. Cette correspondance ne peut ressortir que d'une action délibérée et choisie à une participation volontaire. Or, elle ne va pas de soi. Entretien avec l'auteur de l'éthique de responsabilité, parrain de Confrontations Europe et attentif à son avenir depuis sa création.

Philippe Herzog : Nous vivons une crise de la culture européenne et nous nous posons la question de l'appropriation des enjeux européens par les citoyens dans un contexte ambivalent d'indifférence, de repli, mais aussi de demande de sens. Quelle serait, selon vous, une politique de civilisation ?

Edgar Morin : L'optimisme dit que c'est toujours d'une crise que sort un pas en avant mais c'est sans aucune certitude. Je suis frappé par le fait que la formation de l'Union européenne ne s'est accompagnée d'aucun essor culturel, c'est-à-dire d'aucune renaissance. Je pense que sur le plan de l'éducation et de l'université, la tendance est négative. En dépit de la multiplication des connexions entre universités européennes, la tendance est d'imposer les normes de la merchandisation. Un des maux de l'Europe dont on sent la nocivité, c'est « néolibéralisme ». Il a conduit à des privatisations innombrables dans tous les domaines, et sur le plan de l'université, il a porté ses critères d'évaluation à partir du registre de l'efficacité, ce qui n'a rien à voir avec les anciennes évaluations traditionnelles du monde universitaire. Nous sommes dans un monde de compétition économique et non de compétition intellectuelle. Les idées qui me sont chères auraient pu servir de ferment à la renaissance européenne dans l'appréhension du monde complexe où nous sommes. Ces idées ont mieux essaimé dans les pays d'Amérique latine que dans les pays européens, sauf dans quelques pays latins comme l'Italie, l'Espagne ou le Portugal. Certes, Berlin est une ville culturellement vivante car elle a su accueillir beaucoup de jeunes de milieux et de pays différents, de l'Est et de l'Ouest, qui s'y rencontrent.

Pour en revenir au point fondamental qui fait que j'apprécie les efforts de Confrontations Europe et votre pensée, l'importance des facteurs centrifuges est flagrante. Il est tout de même étonnant que l'euro qui était considéré comme insubmersible puisse être potentiellement ou partiellement abandonné. Et on se rend compte qu'à l'occasion de grandes crises internationales comme la deuxième guerre d'Irak, non seulement il n'y a pas eu d'unité mais des divergences sur le bien-fondé de l'intervention de Bush. En outre, autant quand on pense quelle soif spirituelle d'Europe avaient les pays sous hégémonie soviétique, autant rien ne s'est réalisé. Si on remonte à la source, l'idée européenne d'un minimum d'unité politico-militaire n'a pas su s'imposer, notamment à cause de l'attitude française des années 50. C'est l'essor économique qui a permis de constituer l'Europe depuis la Communauté charbon acier jusqu'au marché commun et à l'euro. Le projet économique a tout à fait occulté le problème politique. Il a aussi fait repousser l'adhésion de la Pologne et des autres pays d'Europe centrale et orientale, si bien que l'on a refroidi le feu sacré qui les animait.

© DR

Je me souviens de la réunion à Prague, en décembre 1988, entre François Mitterrand et Vaclav Havel, très mal préparée du côté français et qui, à mon sens, a été un échec grave. Rien n'en est sorti, alors qu'on aurait pu avancer sur le plan économique avec par exemple un projet commun pour le Danube. Et la guerre de Yougoslavie a été une catastrophe car ce pays était exactement le microcosme que l'on souhaitait de l'Europe : il y avait l'Est orthodoxe byzantin, l'Ouest latino-austriaque, la partie bosniaque qui restait de l'empire ottoman. C'était un monde viable que les poussées croato-serbes ont fait éclater. Fort heureusement, les structures de l'Union européenne permettent de récupérer les morceaux d'un tout qui s'est complètement disloqué. Néanmoins, l'Europe a montré son incapacité à sauver la Yougoslavie et même son incompréhension de ce qui allait se passer. Nous ne parvenons ni à faire l'élargissement ni à réussir l'approfondissement pour qu'il y ait un minimum de pensée et de conception politiques. Restent deux rappels permanents de l'Europe, le passeport et l'euro, ils constituent un signe positif mais sans autre signification pour les jeunes générations que l'avantage pratique.

Comment sortir de cette crise multiforme quand les forces centrifuges se manifestent dans tous les pays, portées par des partis souverainistes qui veulent la rupture ? Mon point de vue, c'est que, comme toujours, il faut chercher la part de vérité dans l'idée erronée. Il faut continuer la mondialisation dans ce qu'elle apporte de coopération et d'entente mutuelle productive pour les uns et les autres mais pour lutter contre la désertification économique et industrielle, il faut peut-être placer au niveau européen, comme le font le Brésil et les États-Unis, des protections sectorielles provisoires par rapport à l'afflux de marchandises

chinoises de très bon marché. L'Europe doit rester dans l'ouverture du monde économique, mais abandonner le dogme du néolibéralisme et sans doute imaginer des services publics européens, comme vous l'avez proposé, et une politique écologique commune. Mais il faut éliminer l'idée que l'Europe se construit par l'homogénéisation. C'est le défaut de Bruxelles du non-respect de la diversité. La pensée européenne doit se réformer dans le sens de l'unité dans la diversité et de la diversité dans l'unité. Peut-être est-ce vous qui pouvez donner les voies et les élans pour relancer l'Europe.

Ph. H. : C'est ce à quoi nous nous efforçons par exemple dans l'industrie, dans l'énergie, dans la finance qu'il faut ramener en société. Nous sommes sur tous ces fronts mais nous nous heurtons, en particulier en France, au manque d'appropriation des enjeux économiques par la société. Avec comme conséquence que, faute d'éducation, l'économie prend une dimension tout à fait émotionnelle. Nous n'avons pas lâché nos origines avec leur part de socialisme utopique, qu'il ait pour nom autogestion ou cogestion, à renouveler en partage des responsabilités. Nous ne pouvons pas déléguer à des appareils d'État sclérosés les tâches dont nous parlons : il faudra bien que la société s'en mêle.

E. M. : Le mouvement pour l'économie sociale et solidaire reprend ces idées avec les structures de coopératives et de mutuelles qui sous-tendent l'action collective. Il y a aussi le commerce équitable, qui ne vaut pas seulement pour le café ou le cacao mais aussi pour les AMAP, lieux de rencontres directement entre producteurs et consommateurs, en plein développement. Beaucoup de choses sont en germe.

Ph. H. : Tout à fait mais on ne peut laisser l'État en situation de sclérose et les firmes sous la dictature de la gouvernance pour les actionnaires. Notre combat est aussi sur ces deux fronts, vers une rénovation et complémentarité du public et du privé.

E. M. : Il faut d'abord débureaucratiser les administrations d'État. Tout est devenu cloisonné, plus rien ne communique, chacun est enfermé dans son décor. Le problème n'est pas de réduire ou d'augmenter le nombre de fonctionnaires mais de créer un système qui ne soit pas mécaniquement hiérarchique. En deuxième lieu, il y a cette idée de l'État gestionnaire social. C'est-à-dire qu'en dehors des aspects assistanciels qu'il faut sauvegarder, l'État doit fournir aide et crédit aux entreprises d'intérêt public, de solidarité, de convivialité. De la même manière que cela se fait pour le cinéma avec le système d'avance sur recettes qui a permis à la France une belle production de films, si les entreprises ne réussissent pas, l'argent est perdu ; si elles réussissent, elles remboursent. Il faut revitaliser les États, toujours dans le respect du principe de subsidiarité, en ce sens qu'il est nécessaire de développer des institutions communes, comme vous le soulignez, sur les plans économique, financier, écologique.

Ph. H. : À propos des institutions communes, peut-être a-t-on trop vécu sur l'ancien fédéralisme. On voulait construire d'en haut. Finalement, le projet constitutionnel était une nouvelle tentative de la doctrine « on constitue l'Europe ». Mais il n'y aura pas de démocratie européenne sans participation, il en va de la légitimité et de l'efficacité du politique car les fondations pour la démocratie représentative ne sont pas prêtes.

© DR

E. M. : C'est vrai. Il faudrait des partis et des syndicats transeuropéens, c'est une condition nécessaire de la démocratisation mais le problème est que nous devons pratiquement repartir à zéro.

Ph. H. : Au fond, il y a deux espaces en Europe. Les Britanniques et leurs alliés en pensée ne rêvent que d'un modèle de marché et veulent garder l'indépendance totale de leur politique nationale. De fait, des institutions communes avec des gens qui ne veulent pas partager des politiques, c'est compliqué. Il nous semble qu'à ce stade, il faut créer une sorte de pacte entre les nations qui veulent progresser.

E. M. : C'est-à-dire, il faut une Europe à plusieurs vitesses et des pays qui veulent aller de l'avant ensemble. Cela pourrait se réaliser si la social-démocratie l'emportait sur le parti de droite. Nous n'en sommes pas là…

Ph. H. : Mais la social-démocratie est elle-même très divisée et ne s'est pas renouvelée. Il n'y a plus de grands débats sur libéralisme et socialisme. Maurice Allais disait que l'Europe, c'est les deux et qu'il faut les marier ! On a besoin d'une renaissance culturelle, on a besoin d'un engagement européen. Comment voyez-vous entrer dans ce processus la question de l'éthique ?

E. M. : Je crois en une politique qui lutte contre les effets pervers de notre civilisation européenne qui s'est universalisée mais reste européenne tout en sauvegardant les aspects positifs de ses valeurs, droits de l'homme, droits de la femme. C'est autonomie et liberté *versus* égoïsme, destruction de solidarités, démoralisation. Je partirai d'une notion anthropologique selon laquelle tout sujet humain a deux logiciels, un logiciel égocentrique « moi, je », c'est-à-dire « moi d'abord » et un logiciel du « nous ». On est capable de faire tout pour soi-même et ses proches et on est capable de mourir pour sa patrie. Notre civilisation a favorisé le logiciel égocentrique, elle a sous-développé le « nous » sauf dans le cas du couple amoureux, par exemple. Mais dès que se produit un désastre comme un tsunami, le besoin de solidarité se réveille. Ce besoin, il faut le re-réveiller. Ce qui vaut pour la France avec le service civique pour les jeunes, vaut pour l'Europe. Dans mon livre[1], j'indique que la source de l'éthique, c'est la responsabilité et la solidarité. La bureaucratisation les détruit car chacun n'est plus responsable que d'un petit secteur et perd de vue l'ensemble. Qu'est ce qui fait qu'on est délinquant ? Il n'y a pas ce « sur moi » dans la tête qui dit « je fais partie d'une collectivité ». C'est la résurrection de cette conscience qui est importante et qui doit être enseignée. À cet égard, la réforme de l'éducation est capitale. ■

Propos recueillis par Marie-France Baud

(1) *La méthode 6. Éthique,* Seuil, 2004.
Dernier ouvrage paru : *Le chemin de l'espérance,* avec Stéphane Hessel, Fayard, 2011